

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 30 juin au 6 juillet 2026

### Sommaire

<b>Fait marquant : Publication du <i>Defense Investment Plan</i> (DIP).....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>3</b>
<b>Actualités macroéconomiques .....</b>	<b>3</b>
CONJONCTURE.....	3
FINANCES PUBLIQUES.....	3
FISCALITE .....	4
IMMOBILIER.....	4
<b>Actualités commerce et investissement .....</b>	<b>4</b>
COMMERCE .....	4
SANCTIONS.....	5
<b>Actualités financières .....</b>	<b>6</b>
REGLEMENTATION FINANCIERE .....	6
MARCHES FINANCIERS.....	7

## Fait marquant : Publication du *Defense Investment Plan* (DIP)

Le Premier ministre démissionnaire britannique, Keir Starmer, a présenté le 30 juin le [Defense Investment Plan](#) (DIP), c'est-à-dire la programmation pluriannuelle des investissements militaires pour les quatre prochaines années et qui précise la mise en œuvre financière de la *Strategic Defence Review* de 2025. Attendue depuis l'été 2025, la publication du DIP a été à plusieurs reprises retardée en raison de tensions importantes au sein du gouvernement, en particulier entre le Treasury et le ministère de la défense, ce qui avait entraîné la démission du ministre de la Défense John Healey début juin.

Le plan prévoit environ 298 Md£ d'investissements sur quatre ans, dont 15 Md£ de crédits supplémentaires par rapport à la *Spending Review* de 2025, afin de porter les dépenses de défense à 2,7 % du PIB d'ici 2029. Il vise à renforcer les capacités opérationnelles, moderniser les équipements et soutenir la base industrielle de défense britannique. Sur le plan sectoriel, les principales enveloppes concernent la dissuasion nucléaire (environ 63 Md£, notamment le programme AUKUS), le programme d'avions de combat GCAP (8 Md£) et le développement des capacités de drones (plus de 5 Md£). Le plan acte également l'arrêt de plusieurs programmes (destroyers Type 83, frégates Type 32, certains hélicoptères Wildcat, système Skynet 6, missiles Storm Shadow), afin de réallouer les ressources vers des priorités jugées plus stratégiques.

Le [financement du DIP](#) repose largement sur une recomposition des budgets existants, avec une réallocation d'environ 1 % des budgets d'investissement des autres ministères, ainsi que des économies supplémentaires dans les transports et l'énergie (respectivement de 800 M£ et 2 Md£). Pour autant, un écart de financement demeure avec environ 4,7 Md£ (1,2 Md£ par an) sur les 15 Md£ de crédits supplémentaires du DIP qui restent non couverts, et qui devront être précisés lors du Budget d'automne 2026. De plus, l'objectif politique affiché de consacrer 3 % du PIB à la défense d'ici 2030 ne sera pas atteint, toutefois l'objectif de 3,5 % pour 2035 est maintenu, impliquant de nouveaux arbitrages à moyen terme.

Le gouvernement met en avant les effets positifs attendus du plan, notamment en matière d'investissement, d'innovation et d'emploi. Il estime que le secteur de la défense pourrait soutenir environ 60 000 emplois supplémentaires d'ici la fin de la décennie, portant le total à plus de 500 000 emplois. Toutefois, ces chiffres correspondent à des emplois soutenus et non à des créations nettes.

En parallèle de la publication du DIP, et en amont du sommet de l'OTAN à Ankara les 7-8 juillet, le gouvernement britannique publie une [déclaration quadripartite](#) avec les Pays-Bas, la Finlande et la Pologne sur le projet de « mécanisme de défense multilatéral ». Les quatre gouvernements indiquent commencer des négociations sur un projet de traité pour que ce mécanisme de financement et de commande dans la défense soit lancé en 2027.

## En bref

- Depuis le 30 juin, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3263 \$ (+0,7 %). La livre sterling s'est également appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1698 € (+0,7 %).
- Au 6 juillet, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en hausse, le rendement du gilt à 10 ans augmente à 4,78 % (+1,6 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du gilt à 30 ans augmente à 5,52 % (+4,4 pdb).
- Le professeur Jonathan Haskel a été nommé par la Chancelière au poste de futur président de l'[Office for Budget Responsibility](#) (OBR), sous réserve d'approbation par le Treasury Committee de la Chambre des communes.
- Le mécanisme de dédommagement mis en place par la Financial Conduct Authority ([FCA](#)) dans l'affaire des crédits automobiles (*car finance* ou *motor finance*) est partiellement suspendu dans l'attente d'une audience au tribunal qui prendra place en décembre 2026 ou février 2027 (voir [Brèves n°13](#)).
- Lloyds Banking Group va abandonner la [marque](#) Halifax au profit de Lloyds, une décision qui rappelle que HBOS, maison mère de Halifax, avait été sauvée durant la crise financière de 2008 par le groupe bancaire.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

Lors d'une conférence de presse, le [UK Statistics Authority](#) a averti que les difficultés persistantes de l'[Office for National Statistics \(ONS\)](#) sur ses statistiques économiques pourraient affecter la préparation du recensement de 2031. L'un des principaux défis concerne la baisse continue des taux de réponse aux enquêtes, accentuée depuis la pandémie, ce qui pourrait compliquer fortement la réalisation du prochain recensement. Cette difficulté intervient alors que l'ONS doit en parallèle stabiliser ses principales statistiques économiques, notamment la Labour Force Survey. Or cette enquête est déjà sous tension (voir [Brèves n°25](#)), ce qui mobilise des ressources importantes et limite la capacité de l'institut à se concentrer sur le recensement.

### Finances publiques

Selon le [Financial Times](#), le Trésor britannique aurait informé Andy Burnham que l'impact de la guerre en Iran sur les finances publiques est plus limité qu'initialement anticipé. La marge de manœuvre budgétaire (*headroom*), estimée à 23,6 Md£ en mars par l'[Office for Budget Responsibility \(OBR\)](#), ne serait que légèrement réduite, sous l'effet du reflux des prix du pétrole et de l'amélioration des conditions de marché, sans qu'une estimation chiffrée n'ait été communiquée à ce stade. Malgré cette évolution favorable, les finances publiques restent sous pression en raison du ralentissement de la croissance, du niveau élevé du déficit et d'importants besoins de financement à moyen terme.

## Fiscalité

Le *Financial Times* alerte que la [mise en œuvre](#) de la future *High-Value Council Tax Surcharge* (HVCTS), qui entrera en vigueur en avril 2028 pourrait être compliquée par les difficultés d'évaluation des logements de grande valeur. Selon les données de Zoopla, une plateforme d'annonces immobilières, près de 40 % des logements estimés à plus de 1,5 M£ n'ont jamais fait l'objet d'une transaction enregistrée au cadastre, ce qui réduit la fiabilité des estimations. Environ 183 000 logements seraient aujourd'hui valorisés à plus de 2 M£, seuil à partir duquel une taxe annuelle de 2 500 £ sera appliquée, pour un rendement attendu de 430 M£ par an (voir [Brèves n°26](#)). Les évaluations sont rendues plus difficiles par la rareté des transactions et par des caractéristiques des biens qui ne sont pas toujours disponibles dans les bases de données publiques (travaux, rénovations, extensions). Selon le journal, l'administration fiscale prévoit de combiner des modèles d'évaluation automatisés avec l'expertise de professionnels, mais les acteurs du secteur anticipent un nombre important de contestations. La taxe concernerait principalement Londres et le Sud-Est de l'Angleterre, qui regrouperaient 85 % des logements concernés. Une consultation publique sur les modalités d'application du dispositif est ouverte jusqu'au 14 juillet.

## Immobilier

Selon [Nationwide](#), la croissance annuelle des prix de l'immobilier a légèrement accéléré en juin, atteignant 2,2 % (contre 1,7 % en mai). Le prix moyen d'une maison est resté quasiment stable sur un mois (-0,0 %, après -0,6 % en mai), à 277 484 £. Selon le chef économiste de *Nationwide*, cette amélioration s'explique par l'atténuation du choc énergétique consécutif au reflux des prix du pétrole, après la signature d'un mémorandum d'entente entre les États-Unis et l'Iran. La baisse des anticipations de hausse des taux de la Banque d'Angleterre, conjuguée à une inflation plus faible qu'attendu, a contribué à détendre les taux des crédits immobiliers. Si cette évolution se confirme, elle pourrait soutenir un redressement de l'activité immobilière dans les prochains mois, malgré une confiance des ménages encore fragile et les incertitudes liées au contexte politique intérieur. Au deuxième trimestre, les treize régions du Royaume-Uni ont enregistré une hausse annuelle des prix, l'Irlande du Nord demeurant la plus dynamique (+8,6 %), tandis que l'*Outer South East* affiche la progression la plus faible (+0,1 %).

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

Le ministre du commerce chinois Wang Wentao s'est rendu la semaine dernière au Royaume-Uni pour la tenue de la [Joint Economic and Trade Commission](#) (JETCO). L'édition précédente s'était déroulée en septembre 2025 à Pékin à l'occasion du déplacement du ministre du commerce et des entreprises Peter Kyle. La JETCO a principalement porté sur le commerce des services. À la suite de la visite du Premier ministre Keir Starmer en Chine en janvier 2026, les deux pays ont en effet lancé une étude de faisabilité et ont signé un *Memorandum of Understanding* en vue d'un

éventuel accord de libre-échange sur les services. Les deux parties ont ainsi examiné une série de mesures visant à mettre en œuvre le Partenariat bilatéral sur les services, en mettant l'accent sur le renforcement de la coopération dans les services professionnels et aux entreprises (reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles réglementées, modalités de coopération entre le *Department for Business and Trade* britannique et l'administration du cyberspace de Chine, ouverture du marché chinois des services juridique). Des discussions ont également eu lieu sur les questions d'accès au marché (agriculture, automobile, pharmacie, commerce numérique). Enfin, deux initiatives nommées Trade Booster et UK-China Business and Innovation Hub ont été lancées afin de faciliter les échanges commerciaux et d'investissement.

**Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2026, les nouvelles mesures de sauvegarde sur l'acier de l'UE et du Royaume-Uni entrent en vigueur.** En ce qui concerne l'UE, sa mesure réduit le volume global des contingents d'importation d'acier exemptés de droits de douane à 18,3 millions de tonnes, soit une baisse de 47 % par rapport au régime préalable, et augmente les droits de douane imposés hors contingent de 50 % (25 % au préalable). Sur le volume global des contingents exemptés de droits, le Royaume-Uni dispose de contingents spécifiques de 1 million de tonnes. De son côté, à travers sa mesure, le Royaume-Uni réduit les quotas d'importation d'acier exemptés de droits de 51 % et double les droits de douane au-delà de ce quota, portant ainsi ces derniers à 50 %.

**La *Trade Remedies Authority* (TRA) a ouvert une [enquête](#) antidumping sur les importations de polyéthylène basse densité linéaire (LLDPE) en provenance des États-Unis, à la suite d'une plainte déposée par le producteur britannique INEOS Olefins & Polymers.** Le LLDPE est largement utilisé dans les secteurs de l'emballage, de l'industrie et de la santé. L'enquête vise à déterminer si les exportateurs américains pratiquent des ventes à des prix déloyaux sur le marché britannique et si ces pratiques causent un préjudice à l'industrie nationale. La période examinée va du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025 pour le dumping et du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2025 pour l'évaluation du préjudice. À l'issue de l'enquête, la TRA pourra recommander au gouvernement l'instauration de droits antidumping si elle conclut à l'existence de pratiques de dumping préjudiciables.

**La *Trade Remedies Authority* (TRA) a recommandé le [maintien](#) des droits compensateurs applicables aux importations de biodiesel en provenance d'Indonésie, recommandation acceptée par le gouvernement britannique à l'issue d'une *expiry review* ouvert en décembre 2024.** La TRA a conclu que ces mesures demeuraient nécessaires pour protéger l'industrie britannique contre les effets des subventions accordées aux producteurs indonésiens. Les droits existants, compris entre 8 % et 18 % selon les producteurs, sont ainsi prolongés pour cinq années supplémentaires. Dans le cadre de ce réexamen, la TRA a également modifié le champ d'application des mesures en excluant le carburant d'aviation durable (SAF) de la définition du produit concerné. Cette exclusion est justifiée par les différences de procédés de fabrication, de matières premières et par la faible substituabilité entre le SAF et le biodiesel destiné au transport routier.

## Sanctions

**Le Royaume-Uni a annoncé de nouvelles [sanctions](#) à l'encontre de sept ressortissants russes et de deux instituts de recherche impliqués dans le développement d'armes**

**chimiques.** Ces sanctions visent notamment deux instituts de recherche russes ainsi que plusieurs scientifiques et responsables ayant contribué au développement des agents toxiques Novitchok et Epibatidine, utilisées lors de l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny et de Dawn Sturgess.

## Actualités financières

### Réglementation financière

**La Financial Conduct Authority (FCA) a publié la version finale de son [régime d'encadrement](#) des cryptoactifs, qui doit entrer en vigueur le 25 octobre 2027.** La majorité des propositions soumises à la consultation ont été conservées mais quelques allègements ont été effectués. En matière prudentielle, le changement le plus net est la baisse des exigences de capital spécifique aux émetteurs de stablecoins (coefficient K-SII), ramenées de 2 % à 1 %. Pour les cryptoactifs détenus au bilan, la FCA abandonne aussi le schéma complexe par catégories et retient un cadre simplifié : 40 % de pondération pour les actifs valorisables et admis sur une plateforme britannique (qui sont considérés comme moins risqués), contre 100 % ou une déduction des fonds propres pour les autres. Sur la transparence de marché, la FCA allège la charge sur les acteurs les plus petits et retire les *principal dealers* (trader pour compte propre) des exigences de transparence pré-transactions. Le régulateur assouplit aussi plusieurs points pratiques sur les stablecoins (composition des réserves plus simple, trust statutaire confirmé, délais de remboursement ajustés, excédent de réserve autorisé jusqu'à 5 % et possibilité limitée de *custody* intragroupe). En parallèle, la FCA maintient les protections de base sur le *lending*, le *staking*, la *custody* et le *safeguarding*, mais en les calibrant « pour éviter des contraintes disproportionnées ». Pour rappel, les stablecoins désignés comme « systémiques » par HM Treasury seront soumis à la double supervision de la Banque d'Angleterre et de la FCA et à des règles spécifiques (voir [Brèves n°25](#)). Les entreprises du secteur peuvent postuler à partir du 30 septembre 2027 pour obtenir une licence les autorisant à opérer au Royaume-Uni, tandis que ce nouveau régime s'appliquera aux firmes autorisées à partir du 25 octobre 2027.

**La FCA publie sa [revue](#) sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les services financiers *retail*.** Sheldon Mills, directeur exécutif de la FCA en charge de cette revue, considère que l'IA n'est plus un simple outil d'assistance : elle va progressivement déplacer la relation client vers des systèmes plus autonomes, avec des enjeux nouveaux de supervision, de responsabilité et de risque systémique. La « revue Mills » insiste aussi sur le fait que les cadres de régulation existants (*Consumer Duty*, résilience opérationnelle...) restent valables mais devront être précisés à mesure que les usages deviennent plus autonomes. Le rapport recommande à la FCA de sécuriser et d'adapter son périmètre de compétence, de renforcer la coordination à l'échelle du système financier et de développer un modèle de supervision agentique aidé par l'IA. Sheldon Mills qualifie dans une [interview](#) au Financial Times le développement de l'IA comme une « course aux armements » qui doit amener les autorités britanniques à se questionner sur l'octroi de pouvoirs supplémentaires à la FCA. Parallèlement, la vice gouverneure de la Banque d'Angleterre (BoE) en charge de la stabilité financière, Sarah

Breeden, mentionne que l'usage d'IA autonome dans le domaine du trading pourrait mener à des comportements grégaires (*herd behavior*). Un responsable de la BoE cité anonymement dans le même [article](#) indique que les entreprises utilisant du trading automatisé pourraient se voir imposer l'installation d'un « coupe-circuit » (*kill switch*).

**La Financial Conduct Authority (FCA) propose de simplifier les règles de communication (*disclosure*) des coûts d'investissement, afin d'imposer des informations plus claires, en anglais simple (*plain english*), et plus faciles à comparer pour les épargnants.** Dans une consultation, la FCA indique vouloir harmoniser les obligations de *disclosure* issues du règlement MiFID avec le régime *Consumer Composite Investments* (cadre britannique de divulgation pour les produits financiers vendus à des clients particuliers) et réduire la complexité des documents prévente. La FCA rappelle que beaucoup de clients peinent à comprendre les frais, alors que 30% des utilisateurs de plateformes sans conseil disent ne pas savoir combien de frais sont prélevés pour investir. La FCA propose aussi d'interdire le "double dipping", c'est-à-dire le fait pour une firme de percevoir des frais sur les liquidités des clients tout en conservant les intérêts générés par ces mêmes dépôts. La consultation est ouverte jusqu'au 21 août 2026.

## Marchés financiers

**Le think tank New Financial publie son [indicateur](#) sur les centres financiers internationaux et identifie les États-Unis et le Royaume-Uni comme les deux premières places mondiales.** Le rapport propose une méthodologie séparant l'activité internationale de l'activité liée au marché intérieur. New Financial note qu'environ la moitié de l'activité financière est internationale au Royaume-Uni, à Hong Kong et au Luxembourg, contre environ un quart seulement aux États-Unis. Le constat est plus nuancé sur le plan intérieur : les États-Unis dominent largement, la Chine arrive deuxième, puis le Japon, tandis que le Royaume-Uni arrive en quatrième position. Le rapport souligne enfin que l'activité financière mondiale a augmenté en termes réels entre 2015 et 2025, avec une hausse plus marquée de l'activité internationale au Royaume-Uni que de son marché intérieur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)